

Laurent VERVLOET
Commissaire aux comptes

91 boulevard Périer
13008 – MARSEILLE
tél : 04 91 16 73 30

lvervloet@cogep.fr
www.cogep.fr

RESEAU SLA PACA

BUREAU DE LA TIMONE ADULTES

BOULEVARD JEAN MOULIN

264 RUE SAINT PIERRE

13005

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

RAPPORT sur les COMPTES ANNUELS

RESEAU SLA PACA

EXERCICE SOCIAL DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine à la fin de cet exercice.

II – FONDEMENT DE L'OPINION :

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III – JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS :

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Règles et principes comptables :

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables :

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société concernant l'évaluation des différents postes comptables sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Sans remettre en cause l'opinion précédemment exprimée, nous souhaitons attirer l'attention du lecteur sur les points suivants de l'annexe :

« ETAT DES PROVISIONS

Le poste Autres provisions réglementées à 82 828 € correspond à une provision pour couvrir le besoin en Fonds de Roulement. D'un montant de 82 828 € en début d'exercice, il n'a pas été mouvementé en 2024. Cette provision est réévaluable mais doit être au minima du montant fixé initialement de 40 k€ en 2013.

Le poste Autres provisions pour risques et charges est 208 757 € pour l'exercice 2024 qui correspond à la provision pour fermeture d'un montant de 67 129 € et une provision pour risque de réversion de 141 628 € dont 49 472 € de dotation sur l'année 2024. La provision pour fermeture d'un montant de 67 129 €, elle n'a pas été dotée en 2024 pour tenir compte d'un réajustement des bases de calcul. Il a pour objectif de pouvoir couvrir les frais fixes que la SLA aurait à payer durant le nécessaire pour une éventuelle fermeture.

D'un montant de 92 156 € en début d'exercice, une provision complémentaire de 124 129 € a été effectuée afin de couvrir le risque de remboursement des fonds reçus de l'ARS sur le

CPOM 2020-2024 selon le détail ci-dessous :

-2020 : 38 171 €

-2021 : 47 494 €

-2022 : 32 438 €

-2023 : 23 525 €

TOTAL : 141 628 €

Provision en début d'exercice : 92 156 €

Provision 2024 : 49 472 €

Selon les directives de l'ARS toutes les sommes non consommées en 2024 sont enregistrées en fonds dédiés, tandis que les provisions 2020, 2021, 2022 et 2023 sont portées au comptes des provisions pour risques. »

Conclusion :

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

IV – VERIFICATIONS DU RAPPORT DE TRESORIER ET DES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre association auprès des associations contrôlant votre association ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport du trésorier.

V – RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS :

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI- RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS :

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marseille, le 26/05/2025

Laurent VERVLOET
Commissaire aux Comptes

RAPPORT SPECIAL

RESEAU SLA PACA

EXERCICE SOCIAL DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

**Réunion de l'assemblée générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos
le 31/12/2024**

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés(s) ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'organe délibérant.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatifs à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

1) Conventions passées ou autorisées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune autre convention passée ou autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce, à l'exception des conventions suivantes :

- NEANT

2) Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs

a) dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

Conformément aux dispositions statutaires de votre ASSOCIATION, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé :

- Une convention a été conclue entre l'Association et l'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille, le 25/06/2004, pour l'année 2004 qui autorise la domiciliation de l'Association et l'utilisation ponctuelle des locaux à titre gratuit. Elle est reconduite par tacite reconduction pour une durée de trois (3) ans.
- Une convention a été conclue entre l'Association et l'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille, le 17/01/2011 dont l'objet est la mise à disposition par le RESEAU SLA, à titre gratuit, le Docteur Dominique LARDILLIER, praticien rémunéré par le réseau, pour exercer une activité dans le service de Maladies Neuromusculaires à raison d'une demi-journée hebdomadaire.

b) sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Par ailleurs, nous avons été informés(s) de la poursuite des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé :

- NEANT

Fait à Marseille le 26/05/2025

Laurent VERVLOET
Commissaire aux Comptes

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	1 860	1 860				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	14 490	9 552	4 938	5 995	1 057-	17. 63-
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	Total I	16 350	11 412	4 938	5 995	1 057-	17. 63-
Comptes de Régularisation	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés						
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	805		805	990	185-	18. 69-
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	520 584		520 584	448 032	72 553	16. 19
	Charges constatées d'avance (2)						
	Total II	521 389		521 389	449 022	72 368	16. 12
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		537 739	11 412	526 327	455 017	71 310	15. 67

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	123 931	162 524	38 592-	23. 75-
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	51 121-	38 592-	12 529-	32. 46-
	Situation nette (sous total)	72 810	123 931	51 121-	41. 25-
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées	82 828	82 828		
	Total I	155 638	206 760	51 121-	24. 73-
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés	74 657		74 657	
	Total II	74 657		74 657	
	Provisions pour risques	208 757	159 285	49 472	31. 06
DETTES (1)	Provisions pour charges				
	Total III	208 757	159 285	49 472	31. 06
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	14 818	21 936	7 117-	32. 45-
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	70 626	65 433	5 193	7. 94
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	1 831	1 603	227	14. 17
TOTAL GENERAL	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance				
	Total IV	87 275	88 972	1 697-	1. 91-
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	526 327	455 017	71 310	15. 67

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

Dossier N° 010039 en Euros.

H2 CONSULTANTS

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service				
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	427 605	334 220	93 385	27.94
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptible				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Utilisations des fonds dédiés		60 000	60 000-	100.00-
Autres produits	2 475	967	1 508	155.95
Total I	430 080	395 187	34 893	8.83
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	71 760	79 796	8 036-	10.07-
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	2 044	2 259	215-	9.52-
Salaires et traitements	200 994	179 425	21 569	12.02
Charges sociales	80 457	66 973	13 484	20.13
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 812	1 168	644	55.16
Dotations aux provisions	49 472	103 383	53 911-	52.15-
Reports en fonds dédiés	74 657		74 657	
Autres charges	7	0	7	NS
Total II	481 203	433 004	48 199	11.13
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	51 123-	37 817-	13 306-	35.19-

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs152

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs876

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés		2		10	9-	84. 49-
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III		2		10	9-	84. 49-
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)		2		10	9-	84. 49-
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		51 121-		37 807-	13 315-	35. 22-
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion				152	152-	100. 00-
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V				152	152-	100. 00-
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion				938	938-	100. 00-
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI				938	938-	100. 00-
4. Résultat exceptionnel (V-VI)				786-	786	100. 00
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)		430 082		395 349	34 732	8. 79
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		481 203		433 942	47 261	10. 89
5. EXCEDENT OU DEFICIT		51 121-		38 592-	12 529-	32. 46-

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

L'association a pour but l'amélioration de la prise en charge globale des patients atteints de sclérose latérale amyotrophique.

Elle fait pour cela appel à des intervenants spécialisés comme des psychologues, ergothérapeutes, IDE ...

Elle dispose de 2 antennes Marseille au CHU La Timone et Nice à l'Hôpital Pasteur 2.

Elle s'appuie sur 5 salariées sur ces deux antennes (assistantes sociales, docteur, IDE, secrétaire...)

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

L'ANC ayant supprimé les transferts de charges, nous retrouvons les anciennes rubriques sociales (remboursements maladie...) dans le compte 649.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des immobilisations

		Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
			Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	1 860		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		13 735		755
	TOTAL	13 735		755
TOTAL GENERAL		15 595		755

		Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
		Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL			1 860	1 860
Matériel de bureau et informatique, Mobilier				14 490	14 490
	TOTAL			14 490	14 490
TOTAL GENERAL				16 350	16 350

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	1 860			1 860
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		7 740	1 812		9 552
	TOTAL	7 740	1 812		9 552
TOTAL GENERAL		9 600	1 812		11 412
Ventilation des dotations de l'exercice		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires
					Dotations Reprises
Matériel de bureau informatique mobilier	1 812				
	TOTAL	1 812			
TOTAL GENERAL		1 812			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Report à nouveau	162 524		75 102	113 695	123 931
Excédent ou déficit de l'exercice	38 592 -		12 529 -		51 121 -
Situation nette	123 931		62 573	113 695	72 810
Provisions réglementées	82 828				82 828
TOTAL I	206 760		62 573	113 695	155 638

ANNEXE

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Contributions financières d'autres organismes						74 657	74 657
FONDS DEDIES						74 657	74 657
TOTAL						74 657	74 657

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des provisions

Provisions réglementées	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions réglementées	82 828				82 828
TOTAL	82 828				82 828

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour risques et charges	159 285	49 472			208 757
TOTAL	159 285	49 472			208 757
TOTAL GENERAL	242 113	49 472			291 585

Dont dotations et reprises d'exploitation		49 472			
---	--	--------	--	--	--

Le poste Autres provisions réglementées à 82 828 € correspond à une provision pour couvrir le besoin en Fonds de Roulement. D'un montant de 82 828 € en début d'exercice, il n'a pas été mouvementé en 2024. Cette provision est réévaluable mais doit être au minima du montant fixé initialement de 40 k€ en 2013.

Le poste Autres provisions pour risques et charges est 208 757 € pour l'exercice 2024 qui correspond à la provision pour fermeture d'un montant de 67 129 € et une provision pour risque de réversion de 141 628 € dont 49 472 € de dotation sur l'année 2024. La provision pour fermeture d'un montant de 67 129 €, elle n'a pas été dotée en 2024 pour tenir compte d'un réajustement des bases de calcul. Il a pour objectif de pouvoir couvrir les frais fixes que la SLA aurait à payer durant le nécessaire pour une éventuelle fermeture.

D'un montant de 92 156 € en début d'exercice, une provision complémentaire de 124 129 € a été effectuée afin de couvrir le risque de remboursement des fonds reçus de l'ARS sur le CPOM 2020-2024 selon le détail ci-dessous :

-2020 : 38 171 €
-2021 : 47 494 €
-2022 : 32 438 €
-2023 : 23 525 €
TOTAL : 141 628 €
Provision en début d'exercice : 92 156 €
Provision 2024 : 49 472 €

Selon les directives de l'ARS toutes les sommes non consommées en 2024 sont enregistrées en fonds dédiés, tandis que les provisions 2020, 2021, 2022 et 2023 sont portées au compte des provisions pour risques.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Débiteurs divers	805	805	
TOTAL	805	805	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	14 818	14 818		
Personnel et comptes rattachés	38 596	38 596		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	31 295	31 295		
Autres impôts taxes et assimilés	735	735		
Autres dettes	1 831	1 831		
TOTAL	87 275	87 275		

Dans l'état des dettes, le poste de Sécurité Sociale et autres organismes sociaux à 31 295 € comprend les cotisations sociales dont l'URSSAF pour un montant de 7 525 €, la retraite MALAKOFF pour 2 162 €, la prévoyance CHORUM pour 2 491 €, ainsi que les charges pour congés payés pour 19 117 €. Ces montants seront réglés en 2025.

Le poste Autres impôts, taxes et assimilés comprend le prélèvement à la source pour 735 €. Ce montant sera à régler en 2025.

Le poste Autres dettes comprend les soldes des notes de frais de Mesdames LARDILLIER pour 4.40 €, BALMAIN REVERON pour 9.20 €, BASSO pour 227.79 € et SOMNICA pour 20.20 €, ainsi que le solde des cotisations de formation continue conventionnelle pour 1 569 €. Ces montants seront réglés en 2025.

Sur l'exercice 2024, le montant des subventions octroyé au Réseau SLA par l'ARS s'est élevé à 427 605 €;

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	785
Total	785

Les autres créances contiennent :

- les cotisations 2023 et arriérés pour 510 €
- les chèques de dons pour 275 €

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fiscales et sociales	57 713
Autres dettes	1 569
Total	59 282

Les dettes fiscales et sociales contiennent :

- La provision pour congés payés pour un montant de 38 596 €.
- La provision des charges sociales sur congés payés pour un montant de 19 117 €.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Les autres dettes contiennent :

- le solde des cotisations conventionnelles de formation continue pour un montant de 1 569 €.

